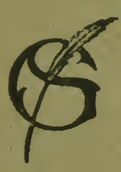
Francis DELAISI

La Guerre qui vient



Édition de
la " GUERRE SOCIALE "
8, Rue Saint-Joseph, 8
PARIS 1911

PRIX : 0 fr. 25

Francis DELAISI

La Guerre qui vient



Édition de
la " GUERRE SOCIALE "
8, Rue Saint-Joseph, 8
PARIS 1911

DU MÊME AUTEUR

La force Allemande, 1 vol. (Édition de *Pages Libres*) .... 1 fr. 60

La Démocratie et les Financiers, 1 vol. (Édition de *La Guerre Sociale*)........... 1 fr. 85

La Guerre qui vient

Parler d'une guerre possible, probable, prochaine, cela paraît, à première vue, une folie!

On nous a si longtemps bercés de rêveries pacifistes ! On nous a si souvent représenté la puissance des démocraties et des Parlements comme un frein aux ambitions guerrières des gouvernements ; on nous a si bien habitués à compter sur les aspirations des foules vers la paix !

Assurément, si l'on ne consultait que le sentiment populaire dans tous les pays du monde, il n'y aurait rien à craindre.

Il est bien évident que les prolétaires allemands n'ont nulle envie de tirer à la cible sur les nôtres, que la grande masse du peuple anglais ne demande qu'à travailler en toute tranquillité dans ses champs, ses magasins et ses usines ; et quant aux Français, qu'ils soient ouvriers ou paysans, prolétaires ou bourgeois, socialistes internationalistes ou radicaux patriotes, ils n'ont qu'un désir : la paix.

Donc tout irait bien, et nous pourrions être tranquilles, si les peuples étaient les maîtres de leurs destinées.

Malheureusement, dans aucun pays du monde, *aucun peuple ne dirige sa politique extérieure.*

Cette fonction est l'apanage exclusif d'un tout petit nombre de fonctionnaires qu'on appelle *diplomates*. Ces gens, soigneusement triés sur le volet, appartiennent tous (et même dans notre République) à la noblesse de titres ou à la noblesse d'argent. Tous sont dans la main de l'oligarchie financière et industrielle, travaillent à lui obtenir des emprunts

étrangers ou à lui rabattre des commandes ; les ambassadeurs en habit brodé ne sont plus aujourd'hui que les agents des banques et des grandes maisons de commerce.

— Mais, direz-vous, au-dessus d'eux, il y a le ministre des affaires étrangères, qui est leur chef et qui, lui, est responsable devant le Parlement.

— Ah ! oui, la belle responsabilité ! Qu'un député pose une question à propos d'un incident quelconque de politique extérieure, invariablement le gouvernement fait de vagues et solennelles déclarations : sentiments pacifiques, équilibre européen, etc.

Si l'interpellateur insiste, demande des précisions, la réponse est connue d'avance : « *Secret diplomatique.* »

Grâce à ce système, ni les peuples, ni les Parlements ne savent jamais rien. Et quelques hommes peuvent ainsi les engager, *sans qu'ils s'en doutent,* dans les conflits les plus graves, et les acculer à la guerre.

Le Coup de Delcassé

On l'a bien vu en 1905. A ce moment, M. Delcassé gouvernait sans interruption depuis dix ans la politique extérieure de la France. Il avait si bien capté la confiance de la Chambre qu'elle approuvait sans discuter toutes ses déclarations. Et ce petit homme en avait conçu un tel orgueil qu'il ne consultait même plus les autres ministres, ses collègues.

Donc, pendant les années 1904 et 1905, le voilà qui, d'accord avec le cabinet anglais, et sans prévenir personne, s'occupe à « encercler » l'Allemagne. Il travaille à détacher l'Italie de la Triple alliance, négocie à Saint-Pétersbourg, intrigue à Constantinople et s'arrange pour que l'Allemagne étant isolée, l'Angleterre, appuyée par la France, puisse tenter de l'écraser.

Naturellement Guillaume II ne tarda pas à deviner

la manœuvre, et brutalement il lança par l'intermédiaire du prince Radolin une espèce d'ultimatum.

On se souvient de l'émotion et de la surprise qui s'empara alors de tout le pays. Un beau matin de juin, tous les journaux parurent portant en première page des cartes de frontière : d'un côté on voyait des petits carrés noirs représentant tous les corps d'armée allemands, de l'autre des carrés noirs figurant les corps d'armée français. Et chacun de nous se demanda, ce matin-là, s'il allait être appelé tout à coup à prendre son sac et son fusil et invité à aller se faire casser la tête sur les Vosges.

A la Chambre, il y eut une heure de véritable affolement. Les députés, qui savaient combien l'affaire du Maroc avait peu d'importance, comprenaient qu'il devait y avoir là-dessous quelque machination insoupçonnée. On voulait séance tenante interpeller Rouvier et renverser le ministère.

Mais, il faut bien le dire, le plus stupéfait c'était Rouvier lui-même. Il demanda des explications à Delcassé.

Il y eut à l'Elysée un conseil des ministres qui restera historique. Là, pendant deux heures d'horloge, le petit homme exposa à ses collègues stupéfaits toutes ses intrigues, et avec une audace tranquille conclut nettement à la continuation de la politique d' « encerclement », à l'alliance militaire avec l'Angleterre et à la guerre avec l'Allemagne.

Rouvier et ses collègues, à l'unanimité, répondirent en débarquant cet homme dangereux, et les relations avec Berlin redevinrent peu à peu normales.

Mais il n'en est pas moins vrai qu'un seul homme avait pu, sans consulter personne, engager des millions d'existences dans une politique dangereuse et amener, à l'insu de l'opinion, des Chambres et même des autres ministres, tout un peuple, malgré lui, à deux doigts de la guerre.

Tant il est vrai que, même en régime démocratique, le peuple n'est pas maître de ses destinées.

La Presse servile

— Mais, direz-vous, il y a les journaux qui sont là pour nous avertir du danger.

— Ah! la presse est bien stylée!

D'abord toutes les dépêches de l'Agence Havas, qui renseigne les journaux, sont soigneusement triées au ministère des Affaires étrangères. Elles sont tellement insuffisantes que les quelques grands journaux qui suivent la politique extérieure ont dû s'adresser aux agences étrangères.

Le *Matin* reçoit les dépêches du *Times, l'Echo de Paris* celles du *Daily Telegraph,* etc. Tous d'ailleurs, s'approvisionnent d'informations dans les agences anglaises, ce qui fait que nous n'entendons jamais en France que le son de cloche britannique.

Quant aux articles et aux commentaires faits par les journaux sur ces renseignements, c'est bien simple.

Il y a au Ministère des Affaires étrangères un *bureau de la presse.* Là, chaque jour, un fonctionnaire très aimable reçoit les journalistes. Très gentiment il leur explique ce qu'il faut penser de tous les événements de la politique extérieure.

Naturellement, il ne dit que ce qui est conforme aux vues du ministre. Tous les journaux répètent l'antienne le lendemain matin; et la foule, n'ayant pas d'autre moyen d'information, croit ce qu'on lui dit.

On peut juger d'après cela si le public est bien renseigné. C'est grâce à ce procédé que la guerre russo-japonaise a éclaté quand toute la presse annonçait qu'elle n'aurait pas lieu; que tout le monde a cru l'affaire marocaine sans importance jusqu'au jour où elle a failli nous amener la guerre; et qu'enfin en ce moment même toute l'Europe sait que l'alliance franco-russe est virtuellement rompue, alors que notre public seul la croit plus solide que jamais.

En somme, notre politique extérieure échappe à tout contrôle, aussi bien à celui de l'opinion qu'à celui du Parlement; elle échappe même parfois au contrôle du gouvernement lui-même.

Dans notre démocratie ombrageuse, il dépend d'un homme et d'une petite coterie de financiers et de gens d'affaires de déchaîner la guerre et de lancer ce pays dans les plus périlleuses aventures.

Le Péril actuel

Or, ce n'est pas là un danger hypothétique. En ce moment même l'intrigue de Delcassé recommence. On s'apprête à renouveler le coup de 1905.

Une guerre terrible se prépare entre l'Angleterre et l'Allemagne. Sur tous les points du globe les deux adversaires se mesurent et se menacent. L'affaire du chemin de fer de Bagdad et la question des fortifications de Flessingue ont montré tout récemment à quel degré d'acuité la crise est parvenue.

Mais pour se battre, les deux puissances ont besoin de la France.

L'Allemagne qui manque de capitaux a besoin de notre argent.

L'Angleterre, qui n'a pas le service obligatoire, a besoin de notre armée.

Notre gouvernement est donc l'arbitre de la situation. Qu'il refuse à Guillaume II notre or, à George V nos soldats, et la paix est à peu près assurée.

Or, voici que Cruppi négocie une *convention militaire* avec l'Angleterre.

Si elle est signée, nous sommes obligés d'aller nous faire casser la tête dans les plaines de la Belgique pour assurer aux gens de Londres la possession d'Anvers; et nous voilà du coup exposés à tous les dangers d'une invasion allemande.

Et il se passe cette chose véritablement stupéfiante. Tous les journaux étrangers parlent de cette *convention militaire*. Tous les grands journaux fran-

çais reproduisent les commentaires de la presse étrangère. Pas un n'a osé dire que l'information fût inexacte.

Et cependant personne en France ne dit rien. Pas un député ne s'est levé pour demander au gouvernement un démenti ou des explications. Pas un chef socialiste, en présence d'une affirmation aussi grave, n'a osé seulement interroger le ministre des affaires étrangères.

Une seule voix s'est élevée pour signaler le danger. Merrheim, de la C. G. T., délégué récemment au Congrès international de la métallurgie, a pu voir de ses yeux combien est aigu le conflit anglo-allemand. De retour de Birmingham, il a signalé le danger dans la *Vie Ouvrière.*

Mais personne n'a bougé.

Le Duel Anglo-Allemand

Eh bien ! voici M. Delcassé revenu au pouvoir.

L'homme qui, en 1905, faillit nous acculer à la guerre, sans avoir consulté personne, ni l'opinion, ni le Parlement, ni même ses propres collègues, reprend la direction de « notre » politique extérieure. Car personne en Europe ne s'y est trompé : M. Cruppi, ancien magistrat, ne sera au quai d'Orsay qu'un homme de paille. D'ailleurs, M. Delcassé, ministre de la Marine, n'en sera que plus à l'aise pour conclure la *convention militaire* qui doit nous lier à l'Angleterre.

Dans quelques semaines peut-être, nos financiers auront vendu à leurs confrères de Londres la peau de cent mille Français en échange de quelques chemins de fer turcs ou éthiopiens.

C'est le moment, pour ceux qui ne veulent pas se voir traiter comme un vil bétail, d'ouvrir les yeux, de considérer froidement la situation de l'Europe, et de voir l'intrigue dangereuse où l'oligarchie financière entend les engager.

Les Guerres d'Affaires

Autrefois les peuples étaient des peuples de paysans, et tout naturellement leurs chefs avaient une politique de paysans : leur rêve était d'arrondir leur territoire, de prendre les champs du voisin. C'est pourquoi leurs conflits étaient des conflits de frontière, et leurs guerres, des guerres d'annexion et de conquête. Napoléon, victorieux, s'emparait de la Belgique; Bismarck, vainqueur, prenait l'Alsace-Lorraine, etc.

Mais, aujourd'hui, tout est changé. Les grandes nations européennes sont gouvernées par des gens d'affaires : banquiers, industriels, négociants exportateurs. Le but de ces hommes est de chercher partout des *débouchés* pour leurs rails, leurs cotonnades, leurs capitaux. Dans le monde entier, ils se disputent les commandes des chemins de fer, les emprunts, les concessions minières, etc. Et si par hasard deux groupes rivaux ne peuvent s'entendre pour la mise en exploitation d'un pays neuf, ils font appel au canon.

C'est ainsi que nous avons vu en 1895 les Japonais se battre avec les Chinois pour l'exploitation de la Corée; en 1898, les Américains se battre avec les Espagnols pour l'exploitation de Cuba, en 1899, les Anglais se battre avec les Boers pour l'exploitation des mines du Transvaal; en 1900, l'Europe entière envahir Pékin pour imposer ses chemins de fer aux Chinois; enfin, en 1904, les Japonais et les Russes se massacrer pendant dix-huit mois pour savoir qui aurait le droit d'exploiter la Mandchourie.

Cinq guerres en dix années! Le triomphe du pacifisme!... Toutes ces luttes sanglantes n'ont eu pour résultat aucune conquête : la Mandchourie fait toujours partie du Céleste Empire; la Chine a gardé son empereur; l'Afrique du Sud forme un Etat politiquement autonome, et Cuba est une République indépendante. Mais leurs chemins de fer, leurs em-

prunts, leurs tarifs douaniers sont la proie des vainqueurs.

Nos grandes oligarchies financières modernes ne cherchent plus des sujets, mais des clients; elles ne font plus des guerres « patriotiques » à l'ancienne mode.

Ces gens d'affaires font des « guerres d'affaires ».

L'Industrie Anglaise

Contre l'Industrie Allemande

Or, voici qu'un conflit se prépare auprès duquel même les horribles massacres de la guerre russo-japonaise n'auront été que des jeux d'enfants.

Sur tous les points du globe, les capitalistes anglais sont en lutte avec les capitalistes allemands sans qu'on puisse voir pour les départager d'autre moyen que la guerre, — à moins que les classes ouvrières des deux pays ne se révoltent.

Pendant tout le XIXe siècle, l'Angleterre a été sans conteste la reine industrielle du monde. On disait d'elle : « C'est un bloc de fer sur un bloc de houille ». Elle avait en abondance le minerai dont on fait les machines, le charbon qui sert à les faire marcher. Elle put donc, avant toutes les autres nations, développer un outillage industriel incomparable. La mer qui partout l'entoure lui permettait de développer une marine sans égale.

Et c'est ainsi que, pendant un siècle, les filateurs et les tisseurs de Manchester, les métallurgistes de Birmingham répandirent par le monde entier leurs cotonnades, leurs draperies, leur quincaillerie, leurs rails et leurs locomotives, réalisant, sans grands efforts, de fastueux bénéfices.

Seule, la France, déjà fort en retard, leur faisait une timide concurrence : c'est même pour cela que nos capitalistes d'autrefois enseignaient au peuple la haine de la « perfide Albion ».

Enfin, en 1898, lors de l'incident de Fachoda, la France — c'est-à-dire l'oligarchie qui la dirige — donna sa démission de grande puissance. Et l'Angleterre put se croire maîtresse incontestée du commerce mondial.

Mais alors surgit une rivale inattendue. Jusqu'en 1870, l'Allemagne était un pays presque exclusivement agricole ; mais son sol était pauvre ; et trois cents mille Allemands s'en allaient chaque année vers la lointaine Amérique, cherchant une terre moins ingrate et qui pût les nourrir.

Après la guerre, insensiblement tout changea. Bismarck, que nos chauvins nous représentaient comme songeant tous les matins à lancer sur nous ses uhlans, n'eut plus qu'une idée : faire de son pays une grande nation industrielle à l'anglaise.

Peu à peu, sur les bords du Rhin, en Westphalie, en Saxe, en Silésie, s'élevèrent des hauts fourneaux, des aciéries et des forges ; des millions de broches tournèrent dans les filatures ; les tissages, les industries chimiques, les chantiers navals surgirent comme par enchantement. Les chemins de fer de tous les petits Etats subirent une direction unique ; le gouvernement creusa ou canalisa les fleuves ; les ports, admirablement aménagés, furent munis d'un outillage de premier ordre, et bientôt une marine marchande de plus en plus puissante s'en alla porter sur tous les points du globe le pavillon et les marchandises de l'Empire (1).

Alors les Anglais commencèrent à s'inquiéter. Tout d'abord, ils avaient regardé avec un sourire dédaigneux ces efforts des lourds Saxons pour copier leur industrie. Ils affirmaient et ils croyaient que les Allemands ne fabriquaient que de la « camelote ».

Pourtant, cette « camelote » les envahissait. Pour

---

(1) J'ai décrit cet essor étonnant dans un petit livre, édité par *Pages Libres*, et qu'on trouvera à la librairie de la *Guerre Sociale* ; la *Force Allemande*, 1 fr. 60.

s'en débarrasser, ils firent décider par une loi que tous les objets de provenance germanique devraient porter la marque : *Made in Germany* (fabriqué en Allemagne). Ils pensaient ainsi discréditer leurs rivaux.

Quelle ne fut pas leur surprise quand ils s'aperçurent qu'un très grand nombre d'objets excellents, qu'ils avaient pris jusqu'alors pour les meilleurs produits de l'industrie britannique, venaient en droite ligne de Westphalie, de Saxe ou de Silésie ! Ainsi donc, l'astucieux Germain fabriquait mieux que l'Anglais et meilleur marché !

Au lieu de le discréditer, on lui avait fait la plus fructueuse réclame! Ce fut dans le clan des capitalistes de Glasgow, de Birmingham, de Manchester, une véritable fureur.

En même temps, de tous les principaux marchés du globe, les consuls anglais qui surveillent le commerce international envoyaient à Londres des rapports inquiétants.

Partout, ils signalaient la présence et l'activité des commis-voyageurs, des ingénieurs et des entrepreneurs allemands qui raflaient les commandes, enlevaient les concessions et les emprunts.

Un consul de Syrie écrivait à son gouvernement : « Autrefois, tous les produits européens employés ici étaient achetés en Angleterre. Aujourd'hui, je vous écris sur une table fabriquée en Allemagne, avec une plume allemande, sur du papier allemand... Il n'y aura bientôt plus ici d'Anglais que moi-même. »

Partout les progrès du commerce britannique se ralentissaient ; ceux du commerce germanique croissaient avec une rapidité inquiétante

Le Chemin de fer de Bagdad

Naturellement, le kaiser soutenait de toutes les forces de sa diplomatie les efforts de ses négociants et de ses banquiers. Partout ses ambassadeurs travail-

laient à enlever des concessions et des commandes pour leurs nationaux.

On créa des colonies en Afrique. On lança des chemins de fer à travers la Chine, on exploita des mines au Chili, etc.

Mais c'est surtout sur la Turquie que les gens de Berlin jetèrent leur dévolu.

En 1903, Guillaume II obtint du sultan Abd-ul-Hamid la concession du chemin de fer de Bagdad, dont il est tant question en ce moment dans la grande presse.

Il s'agissait d'une voie ferrée de 2.800 kilomètres allant de Constantinople au fond du golfe Persique. C'est une affaire de près d'un milliard. On imagine sans peine les bénéfices que rapportera une telle entreprise aux banquiers aux métallurgistes, et aux entrepreneurs d'outre-Rhin.

Mais il se trouve que le rail allemand aboutira en Mésopotamie, dans une région que les Anglais ont toujours considérée comme une « chasse gardée » pour leur commerce. En outre, ce chemin de fer peut amener en quelques jours les troupes turques dans le voisinage de Bombay et menacer la domination britannique dans l'Inde.

L'Appel au Canon

Alors les capitalistes anglais ont pris peur. Leur surprise du début s'est changée en inquiétude, puis en fureur.

Aujourd'hui, sur tous les points du globe, dans les Balkans, en Turquie, en Perse et jusqu'en Chine, dans l'Amérique Centrale, au Brésil, dans l'Argentine et jusqu'au Chili, les banquiers de Berlin et de Londres, les armateurs de Liverpool et de Hambourg, les industriels de Glasgow et d'Essen sont en lutte.

Pour défendre tout au moins le commerce colonial, M. Chamberlain, le chef des métallurgistes de Birmingham, proposa un tarif douanier protection-

niste ; mais les ouvriers anglais repoussèrent, avec ensemble, ce projet qui aurait fait hausser le prix de la vie. Alors les grands capitalistes qui mènent l'Angleterre, ne virent plus qu'une solution.

Il fallait en finir à tout prix avec cette rivale inattendue qui venait miner la royauté britannique sur tous les marchés du globe. Puisqu'on ne pouvait pas en venir à bout par les moyens pacifiques de la concurrence industrielle, il fallait recourir à la force des *Dreadnought* et faire appel au canon.

C'est à quoi s'est employé avec un merveilleux esprit de suite le gouvernement anglais.

Voilà comment, dans nos sociétés capitalistes, les luttes entre groupes financiers rivaux mènent les peuples à la guerre !

L'Encerclement

Donc, l'Angleterre, se sentant vaincue dans la lutte industrielle, décida d'en appeler au sort des armes.

Son plan fut double :

1° Encercler l'Allemagne par un système d'ententes et d'alliances qui la laisserait isolée au cœur de l'Europe sans appui militaire ou financier au jour du danger.

C'est ainsi qu'on vit en 1903 Edouard VII se rapprocher de la France, nouer avec nos financiers les liens de l'Entente cordiale en leur abandonnant le Maroc (qui d'ailleurs ne lui appartenait pas).

Bientôt après il se réconciliait avec le tzar russe, moyennant quelques concessions en Perse et dans les Balkans ; cherchait à détacher l'Italie de la Triplice en lui offrant l'Albanie ; excitait chez les Hongrois la haine traditionnelle du Germain ; aidait de ses deniers et de ses conseils les Jeunes-Turcs à renverser Abd-ul-Hamid trop lié avec Guillaume II. Et bientôt on entrevit le jour où l'Allemagne, complètement entourée de puissances hostiles, se trouverait seule en face de sa redoutable ennemie.

L'Ere des Dreadnought

2° En même temps on se livrait à Londres à des armements formidables.

Les ingénieurs anglais construisaient les premiers *Dreadnought,* ces gigantesques navires de 18 à 20 et 22.000 tonnes, portant dans les tourelles blindées des canons de 34 centimètres de diamètre et lançant à 9.000 mètres d'énormes obus à la mélinite.

Puis tous les principaux cuirassés jusqu'alors éparpillés sur toutes les mers du monde pour protéger cet empire « où le soleil ne se couche jamais », furent rappelés et concentrés dans les ports de guerre de la métropole.

Les bases navales furent changées. La principale, était jadis à Plymouth, face à la France, l'ennemie séculaire.

Elles sont aujourd'hui à Douvres et à Rosyth (Ecosse) toutes deux surveillant l'entrée de la mer du Nord, l'une au sud, l'autre au nord ; toutes deux face à l'Allemagne.

Pour stimuler le zèle guerrier du peuple anglais et l'exciter à supporter les frais énormes des programmes navals, on échelonna, il y a deux ans, toute la flotte anglaise dans la Tamise, depuis l'embouchure jusqu'au port de Londres, afin de galvaniser l'opinion par le spectacle grandiose de la force navale de la nation.

Enfin, on fit venir de tous les points du globe les journalistes et les ministres des colonies lointaines, de l'Australie et de l'Afrique du Sud, du Canada et de la Nouvelle-Zélande. On leur montra les lourdes charges que s'impose la métropole ; on leur dit en de solennels discours que la prépondérance britannique était menacée. On leur demanda de contribuer pour leur part aux dépenses et de voter des cuirassés.

C'est ce qu'ils ont fait. Aujourd'hui on construit des Dreadnought pour le compte des colonies; celles-

ci recrutent, arment et entraînent des corps de volontaires.

Toutes les forces de l'empire, dans les cinq continents, sont aujourd'hui tendues, en un immense effort, vers la guerre.

Naturellement, les Allemands, en présence de cette menace terrible, ne sont pas restés inactifs.

Pendant trente ans ils avaient vécu dans cette idée que seules la France ou la Russie pouvaient les attaquer ; et ils s'étaient contentés de renforcer toujours leur armée de terre.

Tout à coup, l'empereur jette le cri d'alarme. En 1898, il prononce la parole fameuse : « *Notre avenir est sur l'eau !* ». Puis il se met à dessiner et peindre des cuirassés, et demande à son Parlement de voter un programme naval.

Les députés d'abord ne comprennent pas et refusent. Mais bientôt, grâce aux efforts de la *Ligue maritime,* commerçants, industriels, financiers sont instruits du danger qui les menace.

Et alors les programmes succèdent aux programmes. Les super-Dreadnought s'ajoutent aux Dreadnought ; les grands chantiers navals de Brême, Hambourg, Stettin travaillent avec une activité fiévreuse.

Pour faire face à ces dépenses colossales, le bon Allemand consent, non sans regret, à laisser imposer même sa bière et son tabac.

En 1914, quand les programmes actuellement en train seront achevés, l'Angleterre comptera 30 Dreadnought, l'Allemagne 26.

Les forces seront à peu près égales.

La Guerre aux Usines

Que sera cette guerre ?

C'est ici qu'il faut se débarrasser des idées traditionnelles. Il ne s'agira point pour l'Angleterre de débarquer 100.000 hommes sur les côtes du Hanovre pour marcher sur Berlin.

De même il ne s'agira point pour l'Allemagne de lancer un corps de débarquement sur Londres.

En l'état actuel des marines, c'est à peu près impossible ; et d'ailleurs cela ne servirait à rien.

Ce n'est pas une guerre d'annexion et de conquête que l'on veut faire, c'est une guerre commerciale. C'est pourquoi on va en revenir aux vieux procédés des corsaires et du blocus continental.

Que veut l'Angleterre ? Ruiner l'industrie allemande. Pour cela, un bon moyen : la priver des matières premières et lui fermer ses débouchés.

Cela ne paraît point impraticable.

Les grandes usines du Rhin, de la Saxe, de la Silésie ; ces forges,ces filatures, ces tissages qui font à leurs rivales de Birmingham et de Manchester une si terrible concurrence, avec quoi travaillent-elles ?

Elles travaillent le minerai de fer qui vient d'Espagne ou de Suède; les cotons qui viennent des Etats-Unis ou de l'Egypte ; les laines du Cap, de l'Australie et de l'Argentine. Et toutes ces matières indispensables leur arrivent *par mer,* notamment par les deux grands ports de Brême et de Hambourg.

Et quand elles ont fabriqué en quantités énormes les rails, les locomotives, les machines, les cotonnades, les draps et les tissus qui supplantent un peu partout les produits anglais, où les envoient-elles ? En Turquie, en Afrique, dans les deux Amériques, en Chine et jusqu'au Japon. C'est dire que la plus grande partie de l'exportation allemande se fait aussi *par mer,* et notamment par les deux grands ports de Brême et Hambourg.

Eh bien ! supposez ces deux ports et leurs voisins de la mer du Nord bloqués par une flotte anglaise. Aussitôt le minerai de fer, le coton, la laine n'arrivent plus aux usines du Rhin, de la Saxe et de la Silésie ; les produits fabriqués ne peuvent plus sortir, encombrant les magasins ; l'argent ne rentre plus, les dividendes sont nuls; le chômage sévit. Le blé, la viande, que l'on fait venir en quantité d'Amérique, n'arrivant plus, le prix des denrées hausse,

C'est la misère et la ruine s'appesantissant peu à peu sur tout un peuple.

Je sais bien que les industriels essaieront d'exporter et d'importer par chemin de fer, en se servant des voies ferrées et des ports étrangers, Dunkerque, Gênes, Trieste.

Mais ce genre de transport est infiniment plus coûteux que le transport par bateaux : il suffira à mettre l'industrie allemande en infériorité pendant toute la durée de la guerre.

Pendant ce temps — en supposant, ce qui est probable, que la mer reste libre pour les bateaux anglais — les produits britanniques reprendront peu à peu leur prépondérance sur tous les grands marchés du globe.

Le gouvernement de Londres profitera de sa supériorité militaire pour passer des traités, des conventions douanières avec les divers pays, accaparer les commandes de rails, les concessions de chemin de fer, se créer partout où il le pourra des « chasses gardées », des Maroc et des Egypte.

La guerre finie, l'Allemagne trouvera la place prise et l'industrie germanique se trouvera en état d'infériorité pour un siècle peut-être.

Donc, « embouteillement » des ports de la mer du Nord, tel est l'objectif de la guerre future.

Les Manœuvres Anglaises

Et qu'on ne dise pas : Ce sont là des hypothèses — ingénieuses, vraisemblables peut-être — mais enfin de simples suppositions...

Se rappelle-t-on quel fut, il y a deux ans, le thème des grandes manœuvres navales anglaises ? *Enlèvement des bateaux de commerce passant entre l'Espagne et l'Irlande.*

Sur toute cette vaste étendue, l'Amirauté avait allongé une immense ligne de cuirassés et de croiseurs barrant l'entrée de la Manche. Et tous les

navires marchands anglais (en cas de guerre, ç'aurait été évidemment les bateaux allemands) qui essayaient de la franchir étaient arrêtés et capturés.

De même, voici le thème des manœuvres de l'année dernière : *Supposant une flotte ennemie dans l'Atlantique, une autre dans la mer du Nord, une flotte anglaise installée dans la Manche pourra-t-elle les empêcher de se rejoindre ?*

On sait que, malgré une étroite surveillance, l'escadre qui figurait la flotte allemande venant de Brême parvint à franchir le Pas de Calais et traverser la Manche.

Cela jeta dans toute l'Angleterre un frémissement d'angoisse qui aboutit au vote de quatre cuirassés supplémentaires !

Tel est donc, d'après l'Amirauté anglaise elle-même, l'objectif de la guerre prochaine : embouteillement des ports allemands, enlèvement de la flotte marchande allemande, pour empêcher l'approvisionnement des usines et l'exportation des produits germaniques.

C'est une manière de « Blocus continental » que nous allons revoir comme au temps du grand duel entre Napoléon Ier et l'Angleterre.

Et maintenant que ceci est établi, on va pouvoir comprendre quel rôle on veut faire jouer à la France dans cette lutte sans merci.

Pour détruire par la force l'industrie allemande qui la gêne, l'Angleterre n'a qu'un moyen : lui enlever ses matières premières et lui fermer ses débouchés en bloquant ses ports.

Supposez que le cabinet de Londres ait décidé d'en finir.

Par une nuit sombre sans avertir personne (car aujourd'hui on commence par *faire* la guerre, on la *déclare* ensuite) une escadre anglaise traverse la mer du Nord et vient s'embosser à l'embouchure de l'Elbe arrêtant les bateaux qui viennent de Hambourg. Une autre escadre s'installe à l'embouchure

de la Weser et barre la route aux navires venant de Brême. On ne passe plus !

En même temps, une flotte de croiseurs patrouille à travers la Manche, une autre croise entre l'Ecosse et la Norvège, arrêtant l'un après l'autre tous les bateaux de commerce à destination de l'Allemagne.

L'industrie ennemie est bloquée.

Tout est-il donc perdu ? et l'orgueilleux kaiser va-t-il être réduit à capituler ?

Pas du tout.

Les Portes basses de l'Allemagne

J'ai parlé jusqu'ici comme si les usines du Rhin, de la Saxe et de la Silésie s'approvisionnaient uniquement par Brême et Hambourg. Ce n'est pas exact.

Il y a deux ports qui jouent dans la vie économique de l'Allemagne un rôle presque aussi important.

C'est Rotterdam et surtout Anvers.

Rotterdam, située sur le Rhin, non loin de son embouchure, reçoit par milliers les bateaux qui, remontant le fleuve, s'en vont apporter aux forges, aux filatures de la Westphalie les minerais de fer, les cotons, les laines nécessaires à leur activité.

De même Anvers, sur le large estuaire de l'Escaut, est bien plus près d'Essen que Brême. C'est de là, par les chemins de fer et les canaux belges, que l'industrie rhénane tire une grande partie de ses matières premières. C'est par là qu'elle exporte et répand sur le monde la plupart de ses produits.

Aussi Rotterdam et Anvers sont devenus deux grands entrepôts de l'industrie germanique. Ce sont — commercialement parlant — deux villes allemandes.

Seulement, *politiquement,* ce sont deux villes étrangères : Rotterdam est en Hollande, et Anvers est belge.

C'est là un fait d'une importance capitale.

En effet, à la première nouvelle de la guerre, que

va faire l'Allemagne ? Tous ses bateaux qui se trouvent à ce moment dans les ports étrangers, se « dénationalisent » ; ils arborent le pavillon belge, hollandais, norvégien, danois ou français. Puis, tranquillement, ils s'acheminent vers Rotterdam ou Anvers.

Que peuvent faire les cuirassés anglais ? Rien du tout, puisque ce sont des navires *neutres,* se dirigeant vers des ports *neutres.*

Tous ces bateaux déchargent leurs marchandises sur les quais d'Anvers, d'où elles s'en vont par les fleuves et les canaux belges approvisionner les usines allemandes. De même ils embarquent les produits fabriqués qui leur arrivent de Westphalie, de Saxe et de Silésie, et tranquillement les passent sous le mufle des énormes cuirassés anglais sans que ceux-ci puissent décharger sur eux leurs canons formidables — puisque ce sont théoriquement des marchandises *belges,* transportées par des bateaux *belges.*

On comprend alors toute l'importance internationale des deux ports. Anvers et Rotterdam, ce sont les portes basses de la forteresse allemande, par où elle continuera à communiquer avec le dehors. Tant qu'elles seront ouvertes, l'Angleterre aura beau bloquer Brême et Hambourg ; elle aura beau promener ses Dreadnoughts monstrueux sur les mers, tous ses efforts seront vains. Elle verra dans la gueule même de ses canons, l'industrie germanique ravitailler ses usines et répandre, comme auparavant, ses produits à travers le monde.

Voilà pourquoi le kaiser tend de toutes ses forces à maintenir ouverts Rotterdam et Anvers.

Voilà pourquoi, de toutes ses forces aussi, le gouvernement de George V doit les fermer.

La Neutralité de la Belgique

Pour Rotterdam, ce ne sera peut-être pas bien difficile. La Hollande est depuis longtemps entraînée dans l'orbite de la politique germanique. Son com-

merce se fait surtout avec l'Allemagne ; ses chemins de fer sont en partie sous le contrôle de Berlin ; son gouvernement suit volontiers les inspirations de Guillaume II.

En cas de conflit, qu'elle le veuille ou non, ses places et ses ports seront probablement dès la première heure occupés par les troupes prussiennes.

L'Angleterre pourra donc la traiter en puissance belligérante et tâcher, par la force des armes, de s'emparer de Rotterdam.

Mais il n'en est pas de même pour Anvers.

La Belgique, on le sait, est un pays neutre. Par un traité solennel, toutes les puissances voisines se sont engagées, en cas de guerre, à respecter son territoire. Même si l'une d'entre elles s'avisait d'y faire passer ses troupes, toutes les autres devraient s'armer pour l'en empêcher.

Voilà pour l'Angleterre une grosse difficulté. Car enfin il est indispensable pour elle de fermer Anvers, et elle ne peut y pénétrer sans violer les traités, et risquer de s'attirer une guerre européenne.

Heureusement, il y a un moyen de tourner l'obstacle. Anvers n'est pas au bord de la mer : c'est comme Rouen, Nantes ou Bordeaux, un port fluvial, qui se trouve à 70 kilomètres à l'intérieur des terres. Dès lors, pour en fermer l'accès, il n'y a pas besoin d'y débarquer ; il suffit d'installer une escadre à l'embouchure du fleuve, de barrer le passage aux navires.

La Question de Flessingue

Seulement, ici, une nouvelle difficulté surgit.

L'embouchure de l'Escaut se trouve en territoire hollandais ; et elle est dominée par une place hollandaise nommée Flessingue. Or, le gouvernement de la reine Wilhelmine — évidemment poussé par Guillaume II — vient de décider de fortifier cette ville.

Supposez que ce projet soit mis à exécution, que des canons formidables soient dressés en batterie à l'embouchure de l'Escaut et qu'une flotte allemande vienne s'embosser sous leur protection. Alors disposant d'une bonne base navale, elle forcera les Dreadnought anglais à se tenir au large ; elle travaillera de toutes ses forces à maintenir libre la navigation de l'Escaut, l'entrée et la sortie du port d'Anvers, et il y a des chances qu'elle y parvienne.

Aussi comprend-on maintenant la fureur qui s'est emparée de tous les milieux officiels anglais à la nouvelle que le gouvernement hollandais allait fortifier Flessingue ! Ce n'est pas que cette petite place ait en elle-même une importance considérable. Mais elle est la clef du port d'Anvers. Et si Anvers n'est pas « embouteillé », c'en est fait du projet de blocus imposé au cabinet de Londres par l'impérieuse logique des faits.

Alors toute la presse anglaise s'est mise à accabler la Hollande de menaces. Et le grave *Times,* lui-même, organe officieux du ministère des affaires étrangères a déclaré, reprenant une parole fameuse :

« *Flessingue fortifié, c'est un pistolet braqué sur le cœur de l'Angleterre.* »

Intimidé peut-être par ces menaces, le gouvernement et le parlement hollandais n'ont pas encore mis à exécution leur projet. Mais dès maintenant la question est posée. Et c'est une des plus graves qu'ait à résoudre l'Europe.

Il faut, pour que l'Angleterre triomphe de l'Allemagne, qu'Anvers soit fermé ; il faut pour que l'Allemagne puisse résister qu'Anvers demeure ouvert. C'est là, pour toutes les deux, une question vitale.

C'est donc autour d'Anvers que se décidera le sort des deux Empires ; c'est dans les plaines de Belgique que se jouera entre les deux grandes nations industrielles la domination économique du vieux monde.

Or, la neutralité de la Belgique est garantie par

la France. C'est pourquoi chacune des deux puissances cherche en ce moment à nous entraîner dans ce redoutable conflit.

— Eh bien ! direz-vous, si l'Angleterre et l'Allemagne tiennent absolument à se battre, libre à elles ! Quant à nous, nous n'avons pas à nous en mêler ; restons neutres.

— C'est la sagesse même ! Malheureusement, ce n'est pas facile. Car chacun des deux adversaires veut nous entraîner dans le conflit.

L'Angleterre a besoin de notre armée.

L'Allemagne a besoin de notre argent. Toutes deux nous tirent, l'une à *hue,* l'autre à *dia.*

Et c'est là le secret des excitations chauvines que la presse à tout faire fomente en ce moment. Ce n'est qu'un commencement. Raison de plus pour examiner avec sang-froid la situation.

L'Angleterre a besoin de notre Armée

L'Angleterre, je l'ai montré, pour affamer l'industrie allemande, a absolument besoin de bloquer Anvers. Mais elle doit compter que le kaiser ne la laissera pas faire sans résistance.

Au premier signal de guerre — et avant même la déclaration officielle — il est probable qu'une flotte allemande viendra s'embosser à Flessingue sous la protection des forts hollandais, et qu'un corps d'armée prussien s'avançera à marches forcées pour occuper Anvers.

Si cette manœuvre réussit, si une escadre anglaise ne peut prendre les devants, il faudra enlever Anvers par terre.

Mais alors le thème des opérations change ; au blocus maritime se superpose la guerre continentale.

Il faut que l'Angleterre débarque des troupes en Belgique ; il faut que ces troupes barrent la route à l'armée prussienne, et la rejettent sur le Rhin ou la Meuse.

C'est pour cela que lord Kitchener, le grand général anglais, a dit cette parole fameuse : « *La frontière de l'Empire britannique en Europe, ce n'est pas le Pas de Calais, c'est la ligne de la Meuse.* »

Etrange formule, qui montre quel cas on fait, dans les deux camps, allemand et anglais, de la neutralité de la Belgique !

Mais avec quelles troupes l'Angleterre occupera-t-elle cette frontière? C'est ici que le cabinet de Londres est embarrassé.

On sait que l'Angleterre ne connaît pas le service militaire obligatoire. Seule en Europe, elle a évité d'imposer à ses citoyens le lourd fardeau de la « nation armée ». Forte de la puissance de sa flotte, elle s'est contentée jusqu'ici d'une petite armée de soldats de métier et d'une réserve de 200.000 volontaires, braves gens sans entraînement ni discipline, et dont le ministre de la Guerre, M. Haldane, a dénoncé lui-même l'insuffisance.

On sait d'ailleurs la triste figure qu'a fait cette armée en face des Boers.

Or, si la guerre éclatait demain avec l'Allemagne, ce n'est plus avec des paysans héroïques, mais sans tactique ni discipline, qu'il faudrait se mesurer; c'est avec une armée régulière, parfaitement outillée et entraînée, supérieurement organisée et qui passe actuellement pour la meilleure de l'Europe.

Voit-on les « volontaires » de Londres, avec leurs officiers de parade aux prises après six semaines d'exercice avec l'armée allemande !

En présence de ce danger redoutable, le grand état-major a jeté le cri d'alarme. Le chef suprême de l'armée, lord Roberts, a déclaré en plein Parlement : « Il n'y a qu'un remède à la situation présente : le service militaire obligatoire pour tous les Anglais. »

Malheureusement, ce remède-là ne paraît pas du tout du goût du peuple anglais.

Celui-ci a toujours considéré comme un avantage inappréciable de n'être pas obligé de passer deux

années de sa vie à la caserne, en des exercices fatigants et improductifs.

Certes, les idées chauvines sont là-bas aussi fortes que sur le continent. L'impérialisme des « Grands Anglais » est même d'autant plus belliqueux que chacun d'eux sait bien qu'il n'aura pas à verser son sang pour la gloire de l'Empire.

Mais s'il fallait tout à coup prendre le fusil et le sac, et aller se faire casser la tête dans les plaines de Belgique pour assurer le triomphe des conceptions de M. Chamberlain, il est probable que la politique des chauvins anglais perdrait beaucoup de ses partisans.

Libéraux et conservateurs ont senti cette résistance puissante de l'instinct populaire. Ils ont compris que vouloir imposer le service militaire obligatoire aux citoyens de la libre Angleterre, ce serait ruiner à tout jamais leur politique belliqueuse. Après quelques tentatives infructueuses à la Chambre des Lords, ils y ont renoncé.

*
* *

Mais pourtant il leur faut des troupes pour occuper la Belgique et rejeter les Prussiens sur la Meuse.

Alors, n'en trouvant pas chez eux, ils ont pensé à la France.

« Nous manquons de soldats, ont-ils dit, mais la France en a. Là-bas, par delà le Pas de Calais, il y a une armée nombreuse, bien entraînée, bien disciplinée, bien outillée, capable en un mot de tenir tête à l'Allemagne. Les Français sont braves, ils sont belliqueux ; ils aiment la guerre et savent la faire ; pourvu qu'on leur souffle les grands mots d' « honneur national », d' « intérêts supérieurs de la Patrie et de la civilisation », ils marcheront. Tâchons d'avoir pour nous l'armée française.

« Cela ne sera pas très difficile. La démocratie française n'est qu'un décor. Ce peuple est gouverné en réalité par une oligarchie de financiers et de

métallurgistes qui tiennent dans leurs mains la presse et les hommes politiques.

« Traitons avec ces gens-là. Promettons-leur quelques gros emprunts de guerre, où leurs banques toucheront de fortes commissions ; engageons-nous à leur faire obtenir quelques commandes de chemin de fer en Turquie, quelques grosses entreprises en Syrie, en Ethiopie ou au Maroc.

« Et pour quelques millions, ils nous vendront l'armée française! »

*
* *

Ainsi ont raisonné ces braves gens ; et leurs hommes politiques se sont mis à l'œuvre.

Dès 1903, à peine liquidée la guerre du Transvaal, Edouard VII accourait à Paris et tout le bon peuple des badauds qui avait tant crié : Vive Krüger ! apprenait de la presse à tout faire qu'il fallait crier : Vive l'Angleterre !

Pour nous récompenser, le cabinet de Londres, en échange de l'Egypte, où nous avions le contrôle financier, nous donna généreusement le Maroc, — qui ne lui appartenait pas.

Et dans tous les banquets officiels, on acclama l'*Entente cordiale !*

Mais cela ne suffisait pas.

Delcassé, qui dès 1905 voulait nous engager dans une guerre avec l'Allemagne, ayant été renversé, l'Angleterre a compris qu'il fallait agir avec prudence.

Elle a attendu que l'ami et le commensal d'Edouard VII soit revenu au pouvoir. Comme par hasard, il est devenu ministre de la marine. Et — comme par hasard encore — la veille de son avènement, on annonçait que des négociations étaient en cours entre Londres et Paris pour la conclusion d'une *convention militaire.*

Cette convention sera « défensive », bien entendu! Mais il sera si facile au gouvernement britannique,

en bloquant Anvers, de forcer l'Allemagne à lui déclarer la guerre !

Et alors, c'est nous, Français, qui iront nous faire casser la tête dans les plaines de Belgique, non pas pour le roi de Prusse, cette fois, mais pour le roi d'Angleterre !

*
* *

Voilà ce qui se machine actuellement dans le demi-jour des correspondances diplomatiques, et dans le silence des Parlements.

Toujours l'Angleterre a eu besoin d'un « soldat » sur le continent. Autrefois, au temps de sa lutte contre Napoléon, elle payait les troupes autrichiennes et prussiennes pour marcher contre la France. Aujourd'hui, c'est notre pioupiou national qu'elle cherche à jeter sur le Prussien.

Les rôles sont changés, la pièce est la même. Reste à savoir si nous voudrons la jouer !

La France et l'Allemagne

Je connais beaucoup de braves Français qui s'imaginent que l'empereur Guillaume, tous les matins, en prenant son chocolat, se demande s'il ne va pas donner l'ordre de mobilisation et lancer ses uhlans sur Nancy...

Ils croient que l'unique souci des Prussiens est de se jeter sur nous. Et il faut avouer que la grande presse fait tout ce qu'elle peut pour entretenir cette crainte.

C'est indispensable à nos métallurgistes pour faire voter les canons et les cuirassés qui enrichissent leurs actionnaires : sans la peur du croquemitaine allemand, que deviendraient les dividendes du Creusot ?

D'ailleurs, il faut reconnaître que le gouvernement de Berlin joue exactement le même jeu avec le peuple allemand. Depuis 1871, chaque fois que Bismarck et ses successeurs ont voulu arracher au Reichstag

un septennat militaire et de nouveaux armements, ils ont pris deux ou trois articles de la *Patrie* et un discours de Déroulède, servi le tout à grands renforts d'éloquence, en agitant le spectre de la Revanche ; et ils ont obtenu, pour leurs métallurgistes, tout ce qu'ils ont voulu. (N'oublions pas que l'Empereur est un des principaux actionnaires de la maison Krupp.)

Donc, des deux côtés, même jeu de paroles menaçantes et d'effets de tribune.

Mais comment distinguer si ces menaces sont sincères ou si elles sont un simple bluff... métallurgique?

Pour cela, il suffit d'examiner les intérêts économiques des deux puissances. En Allemagne, comme en France, comme dans toutes nos grandes nations européennes, ce sont ces intérêts-là — et non pas le caprice des monarques — qui dominent la politique étrangère et décident de la paix ou de la guerre.

Pas de Conflits économiques

Depuis quarante ans, ce ne sont pas les occasions qui ont manqué aux Allemands de nous attaquer et de nous vaincre. S'ils ne l'ont pas fait, ce n'est pas par sympathie pour nous. C'est parce qu'ils ont été entièrement absorbés par l'idée de faire de leur pays une grande nation industrielle.

J'ai raconté dans la *Force Allemande* par quels efforts patients, continus, méthodiques, ils y sont parvenus.

Aujourd'hui, leur succès même les met en rivalité avec l'Angleterre.

Mais ont-ils des raisons d'entrer en conflit avec nous ?

Au point de vue commercial, l'Allemagne vend à la France à peu près autant qu'elle lui achète. Depuis vingt ans, exportations et importations se balancent à un dixième près.

D'autre part, sur tous les marchés du monde, les Allemands exportent des produits d'usage courant,

machines, quincaillerie, cotonnades, etc. Nous, au contraire, nous n'exportons que des objets de luxe, articles de Paris, modes, bijoux, etc., où le goût allemand ne peut rivaliser avec nous.

Donc pas de concurrence commerciale, pas de conflits économiques.

— Mais, dira-t-on, il y a nos colonies : l'Allemagne n'en a pas ; ne pourrait-elle nous les prendre ?

A ceux qui auraient cette crainte, je conseille de lire le rapport de M. Viollette. Ils verront la triste situation de nos colonies. Une seule couvre ses frais: l'Indo-Chine ; et le système Doumer l'a tellement épuisée qu'elle est à la veille d'une révolte générale.

D'ailleurs, ce n'est pas à la veille d'un grave conflit avec l'Angleterre que Guillaume II peut souhaiter multiplier ses points vulnérables à la surface du globe. Il préfère de beaucoup coloniser la Turquie d'Asie, sous le couvert de l'indépendance ottomane.

Reste la conquête d'une province française ? Hélas ! l'Allemagne souffre encore de l'abus des annexions : voici un siècle et demi qu'elle ne peut digérer la Pologne ; le Sleswig danois, le Hanovre même, ne lui donnent que des ennuis, et la voici qui donne l'autonomie aux Alsaciens-Lorrains, qu'elle n'arrive pas à gouverner.

Il n'y a qu'un territoire qu'elle pourrait convoiter. L'Empire manque de minerai de fer. Or, juste à la frontière, en Meurthe-et-Moselle, on a découvert un des gisements les plus riches du monde. Les industriels d'outre-Rhin pourraient être tentés d'en demander l'annexion.

Mais c'est bien inutile car nos capitalistes ont cédé eux-mêmes à leurs rivaux allemands, par des participations librement consenties, une forte partie de leurs concessions. Pourquoi Guillaume II s'efforcerait-il de conquérir par la force une richesse que nos grands métallurgistes patriotes lui livrent chaque jour de leur plein gré ?

En vérité, je cherche les raisons que les Allemands ont de nous attaquer ; je ne les trouve pas.

Le Syndicat franco-allemand de 1902

En revanche, je vois fort bien les raisons qu'ils ont de nous ménager.

D'abord, et c'est le point essentiel, *ils ont besoin de notre argent.*

Pour créer une industrie, il faut des capitaux, et l'Allemagne n'en a pas assez. Sans doute, elle réalise chaque année de gros bénéfices. Mais elle est un pays relativement neuf ; elle n'a pas les fortes réserves des vieilles nations comme l'Angleterre et la France, nées à l'industrie un siècle ou deux plus tôt, et qui ont accumulé des milliards dans leurs traditionnels « bas de laine ».

Chaque année, les créations d'usines nouvelles absorbent, et au-delà, l'épargne nationale, et plus le pays se développe, plus il a besoin d'argent.

Où trouver cet argent, sinon en France, dans ce pays de capitalistes sans initiative qui ne savent pas se servir de la plus riche épargne du monde, et ne savent que la prêter aux étrangers ?

En 1902, Guillaume II tenta une alliance financière avec nos banques. Il venait d'obtenir du sultan turc la concession de ce Chemin de fer de Bagdad qui excite à un si haut degré les convoitises de l'Europe. Mais l'Allemagne sortait d'une crise commerciale, et elle n'avait pas assez de capitaux disponibles.

Le kaiser, alors, se rapprocha de nos banques. Un syndicat franco-allemand fut constitué : il avait pour président M. Arthur von Gwinner, président de la *Deutsche Bank,* et pour vice-président M. Vernes, le compère des Rothschild à la Compagnie du *Nord* et à la Compagnie du *Midi,* administrateur de la Banque de l'*Union Parisienne,* de la *Banque Ottomane,* du Chemin de fer *Salonique-Constantinople,* etc. Derrière, se trouvaient Rouvier, G. Auboyneau, etc.

L'accord fait entre les gens de finance, un rapprochement diplomatique devenait inévitable. Et déjà M. Jules Lemaître (il n'était pas encore devenu na-

tionaliste et camelot du roi) prêchait l'oubli du passé et l'amitié allemande.

Nul doute que si cette combinaison financière avait réussi, c'est avec l'Allemagne aujourd'hui que nous aurions l'*Entente cordiale.*

La Visite d'Edouard VII

Mais alors l'Angleterre commença à s'inquiéter.

Dans sa lutte économique avec l'Allemagne, elle n'a qu'une supériorité : l'abondance de ses capitaux. Si la France prêtait les siens à sa rivale, la suprématie britannique serait définitivement compromise.

Aussitôt, au début de 1903, Edouard VII, en grande pompe, accourut à Paris.

Les Parisiens stupéfaits qui, deux ans auparavant, avaient tant crié : « Vive Krüger ! A bas Chamberlain ! » apprirent tout à coup qu'il fallait crier désormais : « Vive Edouard VII. »

Que se passa-t-il entre le roi et Delcassé, Vernes, et quelques autres ? L'Histoire seule le pourra dire.

Un fait est certain : C'est que le lendemain même du départ du roi pour Londres, les agences financières annonçaient que M. Vernes et son groupe se retiraient de la combinaison du Chemin de fer de Bagdad, et que le syndicat franco-allemand était rompu.

Un an après l'Entente Cordiale était conclue avec l'Angleterre.

En échange de l'abandon de tout contrôle financier en Egypte, et pour dédommager nos capitalistes de la perte de leur participation à l'affaire du Bagdad, le cabinet de Londres, nous faisait cadeau du Maroc. Il nous le donnait d'autant plus volontiers qu'il ne lui appartenait pas, et l'on peut voir aujourd'hui, par ce qui se passe à Fez, qu'il ne faut pas acheter la peau de l'ours avant de l'avoir tué !...

Quoi qu'il en soit, M. Delcassé, lié désormais à la fortune de l'Angleterre, se mit aussitôt en devoir d' « encercler » l'Allemagne, et de nous acculer à la guerre avec elle.

On sait comment il fut « débarqué » par Rouvier en 1905.

Les Efforts de Guillaume II

A ce moment, Guillaume II avait l'occasion belle pour nous attaquer : toute notre presse nationaliste est unanime à déclarer que nos invincibles généraux auraient été battus.

Le kaiser ne l'a pas fait. Oh ! ce n'est pas par sympathie pour la France. C'est simplement parce que son intérêt lui conseille de la ménager.

Bien loin de nous attaquer, il cherche par tous les moyens à renouer les relations avec nos gens d'affaires. Depuis 1906, en Asie Mineure, dans le Syndicat de l'*Ouenza,* dans l'Union des *Mines Marocaines,* il s'ingénie à associer les capitalistes allemands aux capitalistes français. Il a reconstitué officieusement à Glaris en Suisse, un petit syndicat franco-allemand pour les émissions du chemin de fer de Bagdad ; ses banques empruntent chaque trimestre à des taux onéreux de fortes sommes au *Crédit Lyonnais.* Par tous les moyens, il s'efforce de ramener les choses au point où elles étaient en 1903 avant la visite d'Edouard VII à Paris. Ne l'avons-nous pas vu, au moment de l'accident du fameux dirigeable *Patrie,* être le premier à envoyer une couronne aux obsèques des officiers tués !

Encore une fois, ces manifestations d'amitié sont intéressées. Si Guillaume II tâche par tous les moyens de se rapprocher de notre pays, c'est qu'il a besoin de nous. C'est que son industrie, pour prendre tout son développement, a besoin des capitaux de la France. Et cela seul est déjà une garantie que l'Allemagne ne cherche pas à nous faire la guerre.

Mais c'est surtout en cas de conflit anglo-allemand que l'épargne française serait nécessaire au kaiser. Et c'est là ce qui rend si difficile la situation de notre pays.

Le Salut de l'Empire est à la Bourse de Paris

Il y a deux ans, à Hambourg, a eu lieu un Congrès de banquiers allemands où assista tout ce qui compte dans la finance du pays.

« Notre mobilisation militaire, dit le rapport, est faite et bien faite. Mais notre *mobilisation financière* n'est pas prête. Une guerre avec l'Angleterre coûtera au moins cinq milliards par an ; et elle durera peut-être deux ans... »

Ces dix milliards, où l'Allemagne les trouvera-t-elle ? Pas à Londres ni à New-York évidemment. Ce ne seront pas plus les deux alliés autrichien et italien qui pourront fournir cet argent : ils n'en ont pas assez pour eux-mêmes. Et ce ne sera pas non plus, n'est-ce pas, le tsar de toutes les Russies !...

Alors, il ne reste que la France, la France, ce pays si riche qui ne sait que faire de son épargne, la France qui, cette année, a souscrit pour 6 milliards de valeurs (dont 4.800 millions sont des valeurs étrangères). C'est le rentier français qui, en prêtant naguère 2 milliards à la Russie, lui a permis de résister pendant deux ans aux assauts du Japon.

S'il daignait en faire autant pour l'Allemagne ! Alors les emprunts de guerre souscrits à Paris s'en iraient remplir les caisses du trésor de Spandau; là toujours le kaiser trouverait toutes les sommes nécessaires pour réparer ses cuirassés, approvisionner ses troupes, nourrir ses soldats. Pas de crise industrielle; pas de crise monétaire. L'Allemagne, sans s'épuiser, pourrait soutenir le choc de l'Angleterre.

Le salut de l'Empire est à la Bourse de Paris !

Voilà le service immense que la France, par la seule force de son épargne, peut rendre à son orgueilleuse voisine. Et l'on comprend tous les efforts de Guillaume II pour l'entraîner bon gré mal gré par des sourires ou des menaces, dans son orbite.

Malheureusement, prêter de l'argent à l'Allemagne, ce serait se brouiller avec l'Angleterre. Jamais

le Cabinet de Londres n'admettra que la France fournisse aux gens de Berlin l'argent nécessaire pour payer les obus dont ils bombarderaient la flotte britannique. Et c'est un fait connu de tout le monde que l'admission à la Cote officielle de Paris des valeurs allemandes amènerait la rupture immédiate de l' « Entente cordiale ».

Ainsi nous voici dans cette situation angoissante. Chacun des deux adversaires cherche à nous entraîner contre l'autre : l'un a besoin de notre argent, l'autre de notre armée; et nous ne pouvons donner notre appui à l'un sans nous exposer aux représailles de l'autre.

Il y a bien une solution qui consiste à rester neutres, à ne donner à aucun ni notre appui militaire, ni notre appui financier.

Mais le pouvons-nous? L'Allemagne, si nous lui refusons les emprunts dont elle a besoin, ne cherchera-t-elle pas à prendre notre argent par la force ?

Grave problème qu'il ne faut pas trancher sans y avoir réfléchi.

Double guerre, doubles frais

Supposez la lutte engagée entre les deux rivales industrielles, et imaginez que la France reste neutre.

A la première nouvelle de la déclaration de guerre — a écrit M. Riesser, ancien directeur de la *Banque de Darmstadt,* — dans toute l'Allemagne, les commandes sont annulées, les transactions commerciales arrêtées, les transports accaparés par les troupes. La main-d'œuvre étant raréfiée, le prix des objets nécessaires à la vie augmente, celui des marchandises de luxe baisse; les capitalistes retirent leurs dépôts des banques, les Etablissements de crédit voient leurs caisses se vider.

Or, juste à ce moment, l'Etat pour faire face aux dépenses de la guerre est obligé d'émettre coup sur coup des emprunts par centaines de millions. Pour attirer les capitalistes, il offre ses titres à des prix

très bas. Les rentiers allemands pour les acheter vendent leurs valeurs industrielles qui subissent une dépréciation considérable.

L'or est raréfié au moment précis où l'on en a le plus besoin. On est obligé de déclarer le « cours forcé » des billets de banque. Une crise monétaire est imminente.

Cependant, il se peut qu'à force de sang-froid et de confiance dans leur gouvernement, les capitalistes allemands, surtout si leur flotte n'est pas tout de suite vaincue, parviennent à éviter cette crise.

Mais supposez que la France, liée par une convention militaire avec la Grande-Bretagne, soit obligée d'entrer en ligne.

Aussitôt la scène change. Il ne suffit plus d'envoyer deux corps d'armée sur Anvers; il faut mobiliser l'armée entière, lancer un million d'hommes sur la Meuse et les Vosges, les transporter, les approvisionner, les nourrir. Ce n'est plus une guerre, c'est deux guerres qu'il faut soutenir; une sur mer, une sur terre, — et celle-ci ne sera pas la moins coûteuse.

Franchement, croit-on que l'Allemagne, qui n'a déjà pas assez d'argent pour faire la guerre maritime, ira de gaieté de cœur, si rien ne l'y oblige, se mettre sur les bras le poids énorme d'une guerre continentale!

Ce serait insensé. Et les hommes d'Etat allemands, les banquiers surtout qui mènent sa politique, nous ont montré qu'ils savent compter.

La France prise comme « otage »

Oh! je sais bien que les journaux chauvins d'outre-Rhin (il y en a en Allemagne comme chez nous) font retentir des menaces farouches. Le fameux professeur Schiemann, le Déroulède allemand, a dit : « En cas de guerre avec l'Angleterre, nous prendrons la France comme *otage*. » Et le vieux bismarckien Maximilien Harden a déclaré : « Nous envahirons

la France, nous lui imposerons une contribution de guerre de 20 milliards et, avec cet argent, nous ferons les frais de la campagne contre les Anglais! »

Simples rodomontades, dont se servent avec empressement nos nationalistes et qui ne résistent pas à cinq minutes d'examen.

Car, avant de nous arracher 10 ou 20 milliards, il faudrait d'abord faire l'avance de deux ou trois. Si inférieure que l'on suppose l'armée française, elle résistera bien au moins six semaines comme les Autrichiens avant Sadowa et les troupes napoléoniennes avant Sedan. Or, je tiens d'un général, qui a consenti à discuter ce sujet avec moi à l'Ecole des Hautes Etudes Sociales, que dans le *premier mois* des hostilités chaque armée dépensera 1 milliard à 1 milliard et demi.

C'est donc au moment précis où l'Allemagne aurait besoin de toutes ses ressources contre l'Angleterre qu'elle serait obligée d'en distraire un milliard ou deux pour faire la guerre à la France. Il est bien imprudent de courir deux lièvres à la fois, — surtout deux lièvres de cette taille.

— Mais, direz-vous, avec l'indemnité de guerre, le kaiser rentrera dans ses débours, et il lui restera encore une forte somme pour faire la guerre à l'Angleterre.

Ainsi raisonnent ceux qui ne connaissent rien aux affaires financières. Mais croient-ils donc, en vérité, que 10 ou 15 milliards, cela se paie en un tour de main comme une note chez l'épicier?

Après le désastre de 1870, nous avons mis plus de 2 ans à verser les cinq milliards à l'Allemagne; et tout le monde en Europe — et les Prussiens eux-mêmes — a considéré cela comme un merveilleux tour de force !

La France d'aujourd'hui est plus riche encore qu'elle n'était alors, c'est entendu. Mais si on lui demande 10, 15 ou même 20 milliards, ce sera bien beau si elle ne met que trois ou quatre ans à les payer. Même le premier milliard ne sera pas versé

avant un an ou deux. Et, à ce moment-là, la guerre avec l'Angleterre sera déjà terminée : l'argent français arrivera trop tard.

C'est précisément là-dessus que l'on compte à Londres. Oh! on ne s'y fait pas d'illusion sur notre valeur militaire! On pense bien que nous serons battus dans les plaines belges et que nous y trouverons peut-être un autre Waterloo. Mais nous aurons obligé l'Allemagne à faire *simultanément* les frais d'une double guerre sur mer et sur terre; nous l'aurons contrainte à dépenser un milliard ou deux pour son armée de terre, au lieu d'employer cet argent à réparer ou remplacer ses cuirassés. Nous aurons contribué ainsi à vider son Trésor.

Or, comme disait Louis XIV, « la victoire est à la dernière pièce de cent sous ». Le kaiser, épuisé par son effort sur le continent, n'ayant plus de capitaux pour remonter sa flotte, sera obligé de capituler. Et ce sera le triomphe de George V.

A la vérité, la France aura été fort probablement envahie, pillée, grevée pour toute une génération d'une énorme contribution de guerre; mais l'Angleterre sera venue à bout de sa rivale. En face d'une Allemagne vaincue et d'une France affaiblie, elle aura reconquis et renforcé son absolue prépondérance dans le monde : *Rule Britannia!*

Tels sont les risques d'une combinaison qui tend à transformer l'*Entente cordiale* — chose excellente — en une *Alliance militaire* — chose dangereuse.

L'Allemagne n'a aucun intérêt à nous faire la guerre.

Avons-nous intérêt, nous, à nous lier à son adversaire pour l'attaquer?

C'est le dernier point qui nous reste à examiner.

La Neutralité est possible

Deux attitudes sont possibles :

Prendre parti pour l'une des deux puissances.

Rester neutre.

Prendre parti pour l'Allemagne, c'est très dangereux. Sans doute le kaiser ne nous demande ni cuirassés, ni soldats; il n'a besoin que de notre argent. Mais l'inscription des emprunts allemands à la Cote de la Bourse entraînerait inévitablement la rupture de l' «Entente Cordiale ». Et ce serait sur tous les points du globe le recommencement de cette politique de « coups d'épingle » qui, en 1898, nous amena à Fachoda. Jamais un Français clairvoyant ne conseillera cela.

Prendre parti pour l'Angleterre, c'est plus dangereux encore. Le premier régiment français qui franchira la frontière belge pour marcher sur Anvers déchaînera contre nous une guerre formidable. Tous les officiers français que j'ai consultés constatent que, d'après les mesures prises par l'état-major allemand, le choc sera d'une soudaineté et d'une violence inouïes.

Alors que faire?

Garder la neutralité.

C'est facile. L'Angleterre n'a aucun moyen de nous contraindre à marcher sur Anvers ; et l'Allemagne ne peut nous obliger par la force à lui prêter les capitaux de notre épargne. Car, encore une fois, elle n'est pas dans une situation financière à supporter les frais de deux guerres au lieu d'une. La théorie de la France prise comme « otage » est une gasconnade des Déroulèdes allemands.

Dans ces conditions, une seule attitude semble possible, raisonnable, prudente, conforme à l'intérêt du pays comme au bien de la paix universelle.

Le gouvernement français doit dire aux Anglais :

Vous n'aurez pas notre armée.

Et aux Allemands :

Vous n'aurez pas notre argent.

Ainsi, vous ne vous battrez pas, et la France aura bien servi non seulement ses intérêts, mais ceux de l'humanité.

Ou bien, si vous tenez absolument à vous massa-

crer, grand bien vous fasse! mais ne comptez pas sur nous pour vous y aider. Dans cette lutte fratricide, pas un centime de l'argent français, pas une goutte de sang français ne seront versés.

A l'un comme à l'autre nous disons : Pas un écu! pas un soldat!

Voilà sans nul doute ce que dirait la France si elle était consultée.

Le Vertige de l'absolutisme

Malheureusement, on ne lui demandera pas son avis. En dépit des apparences démocratiques, le peuple, on le sait, ne se gouverne plus et ne contrôle plus ses gouvernants. Une petite bande de capitalistes se sont emparé des Conseils d'administration des grandes Sociétés financières; ils tiennent en leurs mains les banques, mines, chemins de fer, compagnies de navigation, d'eaux, de gaz, d'électricité, bref tout l'outillage économique de la France. Dans la *Guerre Sociale,* j'ai montré comment ils dominent le Parlement, disposent des ministres et prennent à leur solde la grande presse qui fait l'opinion publique. Habilement cachés derrière le paravent démocratique, ils sont en réalité les maîtres des destinées du pays.

Or, une sorte de vertige semble s'être emparé de ces gens, le vertige du pouvoir absolu, celui qui entraîna Louis XIV et perdit Napoléon. Rarement tentation pareille s'est offerte à un homme ou à une classe. Songez que la France peut être actuellement l'arbitre du monde. Si elle prête ses soldats à l'Angleterre, le colosse allemand peut s'écrouler; si elle offre son argent au kaiser, le Prussien tient bon, et c'est l'Empire anglais peut-être qui se disloque et tombe. Quelle tentation pour une oligarchie sans contrepoids et sans contrôle de jeter son épée dans la balance et de décider de l'empire du monde! Comment un tel rôle n'enivrerait-il pas un Delcassé, petit homme mégalomane que ses courtisans comparent aux grands mi-

nistres du passé et qui veut laisser dans l'Histoire le nom d'un Richelieu.

Les Financiers et l'Alsace-Lorraine

J'ai rencontré de braves gens qui, devant l'imminence d'un conflit anglo-allemand, se prenaient à rêver de la « revanche ».

Ah! l'Alsace-Lorraine! je puis bien assurer que nos financiers n'y songent pas : jamais dans leurs calculs, jamais dans les combinaisons de nos diplomates on ne trouve trace de ce souci. Est-ce que l'Alsace reconquise pourrait se monnayer, et quelle action cela aurait-il sur les dividendes de nos grandes banques ?

Mais il y a mieux: de merveilleuses filatures se sont développées à Mulhouse; de puissantes aciéries, admirablement outillées, sont nées tout le long de la frontière. Comme elles sont supérieures aux nôtres, on a dû se protéger contre elles par des tarifs douaniers. Supposez que la frontière soit reportée sur le Rhin, toutes ces usines feraient au Creusot, aux filatures des Vosges, de Lille, de Rouen, une concurrence désastreuse. Il faut donc qu'elles restent en dehors de la ligne des douanes. Non seulement nos gens d'affaires ne songent point à reprendre l'Alsace-Lorraine, mais si le kaiser la leur offrait, ils n'en voudraient pas !... C'est pourquoi ils ont laissé s'endormir dans le peuple le rêve de la Revanche.

Le Prix du Sang

Mais alors que veulent-ils donc?

Le voici :

1° On sait que nos gens d'affaires, comme prime de l'Entente cordiale ont reçu de l'Angleterre le Maroc; ils devaient y avoir le monopole des emprunts et des travaux publics, chemins de fer, ports, télégraphes, etc... Contraints d'aller à Algésiras, ils ne se consolent pas d'avoir été obligés de partager toutes les concessions avec les Allemands. Une guerre serait

un bon moyen de se débarrasser d'un associé gênant et de reconquérir le monopole promis par l'Angleterre.

2° L'Allemagne tend à faire de la Turquie une « chasse gardée » où émissions, mines, rails seraient réservés à ses nationaux. C'est un beau gâteau, où les Vitali, les Auboyneau et les Revoil de la *Banque Ottomane,* les Rouvier de la *Banque Française,* les Schneider du Creusot sont habitués à prélever de fort belles parts. Aider l'Angleterre à écraser l'Allemand, ce serait un bon moyen de se débarrasser d'un concurrent sérieux. On n'aurait plus que l'Angleterre avec qui partager le lucratif honneur de civiliser les Turcs.

3° En cas de guerre, il y aurait plusieurs milliards d'emprunts à émettre à Paris, tant pour le compte de Londres que pour celui de la France. Et nos grandes banques ont gardé le souvenir des bénéfices énormes réalisés en 1871 et 1872.

Voilà les profits que l'oligarchie financière peut tirer de son intervention dans le conflit.

Et, certes, je sais bien que, dans la société capitaliste actuelle, il est utile de développer les débouchés commerciaux. Mais cela vaut-il une guerre? Mettez en balance les concessions minières du Maroc, si riches soient-elles, avec les ravages d'une guerre en France; pesez dans un plateau 1.000 kilomètres de chemins de fer turcs, et dans l'autre les horribles massacres de nos engins de guerre, les souffrances des blessés, le deuil des femmes et des mères et la misère des orphelins. Et dites si les dividendes du Creusot valent le sang de 200.000 jeunes Français!

C'est là pourtant tout ce que notre pays peut retirer d'une telle aventure. Je défie qu'on me montre autre chose!

Mais ce peuple n'est pas maître de ces destinées. Une petite coterie, irresponsable mais puissante, pèse de toutes ses forces sur sa diplomatie et tend à l'entraîner.

C'est elle qui nous a engagés dans l'aventure marocaine. Et l'on sait que nos généraux obéissent plus

souvent à ses ordres qu'à ceux du gouvernement. M. Ribot lui-même s'en est plaint à la tribune.

C'est elle qui, en 1905, soutenait Delcassé quand il faillit amener la guerre avec l'Allemagne. C'est elle qui aujourd'hui l'a remené au pouvoir, et cherche à transformer l'Entente Cordiale en une alliance militaire.

L'Angleterre connaît sa puissance; et c'est pourquoi, sans trop se soucier du Parlement et de l'opinion, elle traite avec ces gens, et par tous les moyens les associe à ses affaires.

Le Complot

Veut-on connaître un des fils de l'intrigue?

Qu'on suive cette étrange affaire de Bernard Maimon, que l'on semble aujourd'hui vouloir étouffer.

Un journaliste, M. André Tardieu, allié à la famille de Waldeck-Rousseau, ancien secrétaire d'ambassade, haut fonctionnaire du Ministère de l'Intérieur, chef de la politique extérieure du *Temps,* confident des ministres, entrant à toute heure dans leur cabinet, est considéré dans toute l'Europe comme l'organe officieux du Ministère des Affaires étrangères. C'est dans ses articles que les autres journaux français, la presse étrangère, et même les cabinets européens cherchent les intentions du gouvernement français.

Or, l'Angleterre, pour faire échec au chemin de fer allemand de Constantinople à Bagdad, imagine de lancer une nouvelle voie ferrée de Homs en Syrie à Bagdad.

Un conseil d'administration est constitué. Qu'y trouvons-nous ? Sir *Babington Smith,* le bras droit de sir Ernest Cassel, ancien banquier d'Edouard VII; *Chérif pacha,* un général turc qui combat vigoureusement à Paris la politique du Comité Union et Progrès; et à côté d'eux M. André Tardieu.

Celui-ci a fait de cette entreprise son affaire personnelle. Il s'efforce d'obtenir l'appui du gouvernement français.

Cependant, M. Pichon hésite à le suivre. Alors, dans le *Temps*, M. Tardieu, qui jusqu'alors avait fidèlement soutenu notre ministre, critique âprement sa politique.

En même temps (simple coïncidence, mais qui vaut la peine d'être relevée), son associé dans l'affaire du chemin de fer Homs-Bagdad, le levantin Bernard Maimon, par l'intermédiaire du jeune Rouet, protégé de Tardieu, détourne des documents secrets dérobés au quai d'Orsay. Un journal de Londres, dont il est le correspondant, publie un résumé, également secret, des négociations engagées à Potsdam entre Guillaume II et le ministre russe Sazonov.

Du coup, les financiers parisiens refusent au tsar l'emprunt de 1 milliard 200 millions déjà annoncé à la Bourse; Nicolas II riposte en retirant ses troupes de la frontière allemande. Et malgré les démentis officiels, toute l'Europe se demande aujourd'hui ce qui subsiste encore de l'alliance franco-russe.

Voilà un exemple de ce que peut faire la petite coterie de gens d'affaires qui entoure et pénètre notre Ministère des Affaires étrangères.

Dans l'état présent du vieux monde, où une allumette peut mettre le feu à l'Europe, quelques brouillons alléchés par l'appât d'une concession de chemin de fer en Turquie peuvent déchaîner sur la France un épouvantable cataclysme.

Le Plan

Mais, dira-t-on, en admettant que ces gens veulent la guerre, peut-on croire que le peuple français se laissera faire? Comment l'amèneraient-ils à se laisser massacrer pour leurs futiles ambitions?

Le plan est simple ; il est tout arrêté, et on peut en suivre chaque jour la réalisation.

1° On négocie en ce moment une *Convention militaire* avec l'Angleterre. En cas de conflit avec l'Allemagne, la flotte britannique protégerait nos côtes de

la Manche, et nos troupes marcheraient sur Anvers.

Il est bien entendu (ceci pour rassurer l'opinion) que cette convention serait purement *défensive.*

Mais avez-vous remarqué que toutes les guerres modernes sont toujours « défensives ». Demandez à un Français quelconque qui fut l'agresseur en 1870, il vous dira de bonne foi que ce fut Bismarck en falsifiant la dépêche d'Ems. Et posez la même question à un Allemand, il vous répondra avec la même bonne foi que ce fut Napoléon III, puisque c'est lui qui déclara la guerre.

De même tous les Russes sont convaincus que c'est le Japon qui, en coulant les navires russes dans la rade de Chemulpo, a provoqué le conflit, et tous les Japonais vous répondront que le tsar, en pénétrant en Corée, menaçait l'indépendance et la sécurité de leur nation.

En fait, quand une guerre éclate, c'est que les deux gouvernements ennemis l'ont également voulue; mais chacun des deux peuples est également convaincu qu'il ne fait que se défendre.

Donc, quand il plaira au Foreign Office d'engager la lutte, ses diplomates sauront s'arranger pour rejeter sur l'adversaire la responsabilité du conflit ; et nous devrons marcher, en vertu d'une convention *défensive,* au secours du roi George V.

2° Mais si l'on veut que le paysan de France marche de bon cœur, il faut préparer l'opinion. Pour cela, il faut lui persuader que le Prussien, tous les matins, songe à envahir le territoire. Alors, une presse servile s'empare des moindre incidents pour les dénaturer, les grossir et inquiéter le public. Un incident dans la légion étrangère, le procès de la *Lorraine sportive,* un vol d'aéroplanes, tout lui sera bon pour exciter chez nous la peur et la haine de l'Allemand.

Un grand journal, qui prend ses informations par fil spécial dans les bureaux du *Times*, excelle à ce jeu. Et ce n'est que le commencement!

3° Enfin, quand l'opinion aura été suffisamment excitée, quand cette idée d'un péril allemand aura été

suffisamment implantée dans les esprits, alors, par une belle nuit, les cuirassés anglais à toute vapeur filèront sur Flessingue. A la même heure, ou presque, les régiments prussiens d'Aix-la-Chapelle, embarqués dans des trains rapides, courront sur Anvers.

Aussitôt, selon l'usage, le gouvernement français mettra la main sur toutes les dépêches, arrêtera toutes les lettres qui pourraient signaler les mouvements des troupes belligérantes. Puis une note officielle sera communiquée à la presse.

Le lendemain, dans tous les journaux, en « manchettes » larges comme la main, s'étaleront ces mots fatidiques :

LA NEUTRALITE DE LA BELGIQUE EST VIOLEE

L'ARMEE PRUSSIENNE MARCHE SUR LILLE

Car — et c'est là qu'est le traquenard — on ne dira pas que le corps d'Aix-la-Chapelle a pour objectif *Anvers*, on dira qu'il se dirige vers la *frontière française.*

A cette nouvelle terrible, répétée par les millions de voix de la presse à grand tirage, le paysan de la Bretagne ou du Cantal, le petit bourgeois patriote, l'ouvrier mal averti, persuadés que la France est attaquée, mettront sac au dos. Sans leur donner le temps de réfléchir, en toute hâte, dans les wagons à bestiaux, on les dirigera sur les plaines belges. L'armée allemande, troublée dans sa marche sur Anvers, leur tombera dessus.

Et voilà comment, par l'astuce d'un petit groupe de financiers et de diplomates, un grand peuple se trouvera tout entier entraîné dans une guerre qu'il n'aura pas voulue.

La seule chance de Paix

La guerre est-elle inévitable ?

Je ne crois pas.

Si dans la lutte économique, si âpre, engagée entre l'Angleterre et l'Allemagne des intérêts vitaux sont

en jeu, il n'en est pas de même pour la France. Et il faut toujours espérer qu'un sursaut de la conscience populaire, et la peur d'un soulèvement arrêteront les gens d'affaires avant le terme de leurs dangereuses intrigues.

Mais il faut qu'on le sache bien, ce sursaut de la conscience populaire ne se produira pas si les peuples ne sont avertis à temps.

Les coteries financières qui s'agitent dans les repaires des chancelleries sont peu nombreuses mais elles ont pour elles le plus terrible des atouts : l'ignorance populaire.

Les grands mots d'Honneur, Patrie, Drapeau, Défense nationale, au nom desquels, depuis des siècles, on a commis tant de crimes et fait tant de guerres injustes et inutiles, sont toujours puissants sur les masses.

Pour empêcher les financiers de s'en servir il faut éveiller l'opinion, secouer la torpeur où elle somnole.

Et surtout il faut se défier des prêcheurs de paix qui l'entretiennent dans une fausse sécurité.

Il peut convenir à des politiciens et à quelques naïfs de s'endormir dans le doux espoir de l'arbitrage obligatoire.

En fait, l'Allemagne a déclaré qu'elle ne l'accepterait pas ; et Sir John Gisher, chef suprême de la flotte anglaise et délégué à la Conférence de La Haye, a prononcé cette parole d'une brutale franchise :

« En cas de guerre, dussé-je violer tous les règlements de toutes les Conférences de la paix, je n'ai qu'un but : vaincre. Les diplomates s'arrangeront après. »

C'est donc une dangereuse illusion que de compter sur le règlement à l'amiable des grands conflits internationaux par l'arbitrage.

En ce moment, d'ailleurs, on constate, sous la pression des gouvernements et des financiers hostiles, un fléchissement de la propagande pacifiste dans les milieux bourgeois.

Même dans les masses ouvrières jusqu'ici réfractaires au militarisme, on essaye de faire pénétrer la fièvre militariste.

En Allemagne, des politiciens socialistes, et non des moindres, ont déclaré à la tribune du Reichstag qu'en cas de guerre pas un socialiste allemand ne manquerait à l'appel.

En Angleterre, un socialiste comme Blatchford a lancé une brochure retentissante : *Le Péril Allemand*, qui est un appel direct aux passions chauvines, et le Congrès du Labour Party, avec Hyndman, a voté le renforcement de la flotte de guerre.

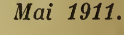
En France même, voici que Jaurès, oubliant le cri traditionnel de son parti : « Plutôt l'insurrection que la guerre ! » sous prétexte d'organiser « l'armée nouvelle » propose de militariser nos enfants dès l'école primaire, exiger que tous les avocats, médecins, professeurs, produits par la bourgeoisie soient officiers, et prêche, avec son éloquence habituelle, le retour aux traditions patriotiques et guerrières de 1792 !

C'est contre ce réveil des passions chauvines qu'il faut maintenant se défendre.

Pour cela, un seul moyen : Instruire le peuple sur la vraie situation de l'Europe ; l'habituer à discerner sous les conflits diplomatiques les intrigues des gens d'affaires, lui montrer sous les grands mots Honneur, Patrie, Sécurité Nationale, les commandes, les concessions et les emprunts qui sont les vrais mobiles des guerres. Et alors, le jour où on l'invitera à aller se faire trouer la peau dans les plaines de Belgique pour assurer les dividendes du Creusot, un si formidable sursaut de la conscience populaire se produira, non seulement chez les ouvriers, mais chez les paysans et les petits bourgeois, que l'oligarchie financière reculera, et que les hommes de proie s'arrêteront au seuil de leur crime.

C'est là la seule chance de paix qui nous reste...

Aux hommes de cœur d'oser dire la vérité !



Mai 1911.



Imp. Coop. Ouv., Villeneuve-St-Georges



MER DU NORD
ANGLETERRE
Rosyth
LONDRES
Douvres
Flessingue
Rotterdam
Anvers
Lille
BELGIQUE
HOLLANDE
Bergen
NORVEGE
DANEMARK
Hambourg
Brême
Stett
BERLIN
ALLEMAGN
FRANCE
PARIS
Nancy

